

«L'autosuffisance alimentaire, c'est comme aller sur Mars! On ne sait pas quand on y arrivera, mais on y va et on continue à se battre pour y arriver»

ZOHRA BENTAÏDA, CONSEILLÈRE MUNICIPALE À LA MAIRIE D'ALBI

## À ALBI, LES LEÇONS D'UN RÊVE D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

**AGRICULTURE.** La commune du Sud-Ouest de la France avait annoncé en 2014 vouloir atteindre l'autosuffisance alimentaire le temps d'un mandat municipal. Manque de temps ou de volonté politique, l'objectif n'a pas été atteint. Retour sur une expérience qui laisse un goût d'inachevé, mais qui a impulsé des initiatives citoyennes.

**E**t si toute cette histoire d'autosuffisance alimentaire à Albi n'avait été, au fond, qu'un coup de pub? Jean-Michel Bouat, adjoint au maire, en charge de l'agriculture urbaine, se joue presque de cette formule lancée en 2014 et asume «en avoir fait un slogan». «Si nous avions annoncé: "Une ville moyenne va travailler sur la relocalisation de son alimentation", ça aurait fait un peu titre de docteur, non?» Non content de cette annonce inédite en France, l'Élu avait même donné une échéance: d'ici 2020, les 52 000 habitants d'Albi pourraient se nourrir exclusivement de nourriture produite dans un rayon de 60 km autour de la préfecture du Tarn. Le pari est gagné, médiatiquement: l'annonce est

relayée par de nombreux médias nationaux. Mais sur le terrain, en 2020, le bilan est décevant. Selon le cabinet Utopies, l'autosuffisance alimentaire albigeoise plafonnerait à 1,57% en 2017. Finalement, Rome, autant que l'autosuffisance alimentaire, ne s'est pas faite en un jour. «Moi, mon temps politique, c'était 2020, lors du renouvellement de mon mandat», justifie Jean-Michel Bouat qui a été finalement reconduit au conseil municipal.

### Le laboratoire albigeois en action

L'homme politique plaide avant tout l'action. «Je me suis aperçu que quand les élus ne veulent pas faire quelque chose, ils commandent une étude. J'ai dit à la mairie: "On ne fait pas d'étude, on achète des

terres et on vend".» Le bassin albigeois est alors devenu un terrain d'expérimentation.

L'équipe défriche le sujet pendant six ans. L'implantation des premiers *keyhole gardens* («jardins en trou de serrure»), petits potagers entretenus par les riverains et mis à la disposition de chacun pour la cueillette, suivant le modèle de l'association des Incroyables Comestibles, fait l'objet d'arrêtés municipaux inédits. «Nous n'avions pas de modèle, c'est quasi de l'espace public que l'on privatise», explique Jean-Michel Bouat. La mairie rédige en 2017 un plan alimentaire territorial et 19 fiches action qui détaillent les mesures pour atteindre l'objectif promis. Un marché de produits locaux se tient désormais une fois par semaine à Albi.

Pour l'installation de nouveaux producteurs, la ville préempte 12 hectares de champs dans la zone anciennement maraîchère de Canavières, à dix minutes du centre-ville, et qui s'étend sur 73 hectares. Les terrains sont ainsi mis à la disposition de nouveaux maraîchers, gratuitement, pendant deux ans. Pour l'instant, seuls trois sont installés sur la zone, dont un qui l'était déjà avant les préemptions municipales. Un chantier d'insertion qui comptera cinq emplois aidés sur 4,5 hectares de maraîchage s'y installe à peine et devrait produire 30 tonnes de fruits et légumes cette première année. À terme, ce sera «60 à 70 tonnes» pour la cuisine centrale de la ville. Celle-ci, qui a été rebâtie pour produire 3 500 repas par jour pour les écoles et Ephad de la ville, comprend une légumière, une unité spécifique pour transformer, cuisiner les légumes produits localement.

### «L'affaire de tous»

La communauté de communes albigeoise ne compte que 1 223 hectares agricoles. La surface suffira-t-elle? Pour l'association Terres de liens, on est loin du compte. Celle-ci avait estimé qu'il aurait fallu 18 000 hectares pour nourrir tous les habitants. Et la vente par l'hôpital de la ville, en 2018, de 8 hectares de terres agricoles où a poussé une grande surface de bricolage, à deux pas de la rocade, n'y a pas contribué. «Je ne me suis pas opposé à la vente», confirme Jean-Michel Bouat. «Je ne pouvais pas mettre 3,6 millions d'euros dans 8 hectares de terres agricoles.»

En six ans, les espoirs des plus enthousiastes ont été douçés puis se sont mués, chez cent ans, en une volonté d'agir. «Faisons nous-mêmes. L'autosuffisance alimentaire est l'affaire de tous», lance Pascal Henry, membre de Terres citoyennes albigeoises, association créée en 2018. Celle-ci, qui a également constitué une société coopérative d'intérêt collectif, a collecté quelque 225 000 euros auprès de 138 sociétaires, y compris des collectivités, et fait l'acquisition de 16 hectares de terres maraîchères à Lescur-d'Albigeois, près d'Albi. Ces champs seront loués à des néo-maraîchers d'ici deux ans. L'objectif de la mairie d'Albi a vivifié un tissu d'agriculteurs, qui se retrouvent chaque semaine au marché local de la ville. Mais chez eux, la patience est le maître-mot. «La communication a dépassé le projet, considère Samuel Paulin, artisan boulanger qui fait pousser son blé dans le bassin albigeois. On a fait briller l'idée avant de réaliser qu'elle n'était pas simple à mettre en place. Pour y parvenir, il faudra des années. Peut-être que dans dix ans, ça marchera. Dans l'agriculture, il faut du temps.»

ARIANE PUCCINI



Le maraîchage est au cœur des ambitions d'autosuffisance alimentaire en France. À Lescur-d'Albigeois, 16 hectares achetés par une association de citoyens seront loués à des maraîchers